L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 78. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 4 FEVRIER 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI MATIN. 4 FEVRIER

SPECTACLES.

Vendredi, 4 février 1876.

VARIETES—Col. Malberry Sellers.
ACADEMIE.—The Doyle Brothers, The Blue and the Gray.
ST-CHARLES—The Alchimist's Goods Nuggets.

LA FRAUDE PARTOUT,

Responsabilité du parti républicain.

L'accès de vertu farouche qui vient de saisir l'administration fédérale et qui la porte à poursuivre, dans certaines localités, les gens qui ont fraudé le trésor de quelques millions de droits sur la fabrication du whiskey, est tellement tardif qu'on a le droit de supposer que ces poursuites, partielles et particulières, ont un tout autre motif que l'intérêt seul du Trésor. Si cette supposition est fausse, si M. Bristow est réellement mû par le désir de faire respecter la loi, il ne devra pas s'arrêter, il devra généraliser les poursuites, rechercher les coupables *si* haut placés qu'ils soient, et faire remonter les investigations jusqu'à l'époque où la création d'un droit exorbitant sur le whiskey a produit comme conséquence un système organisé de fraudes. Les recherches de M. Bristow ne doivent pas être restreintes aux fraudes sur le whiskey, elles doivent, pour être complètes et satisfaire la loi outragée, s'étendre à toutes les autres branches de revenu, qui sont notoirement affectées de fraudes analogues depuis l'établissement des tarifs presque prohibitifs établis depuis la guerre par le parti au pouvoir.

Mais, alors, ce n'est rien moins qu'un immense procès fait à l'administration fédérale républicaine, pour les malversations dont elle s'est rendue coupable depuis dix ans. De n'est pas nous qui nous en plaindrons, mais le général Banks n'a pu s'empêcher de laisser échapper un aveu terrible pour l'administration, lorsqu'il a dit que "la conduite de Bristow allait porter un coup mortel au parti républicain." Si le secrétaire du Trésor—comme l'ont cru ceux qui voient dans tout acte d'un homme politique un but personnel—a voulu seulement viser Grant, candidat à une réélection, il aura atteint en même temps tout le parti, dont il espérait, lui-même, être le candidat.

La responsabilité des fraudes contre le Trésor, ne peut en effet, être limitée à quelques fonctionnaires subalternes et à quelques industriels qui ont été de connivence avec eux. Le fait qu'il existait un vaste système de fraudes organisées, était patent, de notoriété publique; il ne pouvait être ignoré du gouvernement et ceux qui toléraient ces fraudes s'en faisaient les complices. Rappelons les faits.

Avant qu'on eut songé à imposer la fabrication du whiskey, cette liqueur valait de 15 à 25 cents le gallon suivant le cours du maïs. La nécessité de créer de nouvelles sources de revenus, pour faire face aux dettes énormes causées par la guerre et par les fraudes gigantesques des fournisseurs, donna l'idée de frapper le whiskey d'un droit de deux dollars. C'était absurde, mais les partisans de la tempérance votèrent en faveur du droit, parce qu'ils croyaient détruire l'ivrognerie (erreur dont ils ont été bien vite désabusés, car le vice de l'ivrognerie n'a fait que croître et embellir) et ceux qui se préoccupaient seulement de remplir le trésor, crurent naïvement que l'impôt de $2 par gallon percu sur cent millions de gallons, chiffre de la production du whiskey, rapporterait un revenu annuel de 200 millions. Ils n'ont pas été moins désappointés que les partisans de la tempérance.

L'impôt a produit, la première année, quatorze millions seulement, tandis que le nombre des distilleries, au lieu de diminuer, n'avait fait qu'augmenter.

La tentation était trop forte.

Beaucoup de gens se disaient que s'ils pouvaient transformer un boisseau de maïs valant 10 à 15 cents en un gallon de whiskey et éviter de payer le droit, ils gagneraient ainsi deux dollars. Mais la concurrence parmi les fraudeurs produisit ce phénomène qu'un article qui était censé avoir payé deux dollars de droit se vendait ouvertement sur le marché de Cincinnati à 90 cents et ailleurs une piastre ou une piastre et quelques cents.

Nous ne rappellerons pas toutes les précautions qui furent imaginées pour permettre aux agents du Trésor de contrôler la distillation du whiskey. Une guerre acharnée fut faite aux distilleries clandestines, et, on peut dire que depuis que le droit a été réduit à une piastre et demie par gallon et qu'il a été établi un système strict de surveillance, il n'a guère été possible de se livrer clandestinement à la fabrication du whiskey.

Mais il ne faut pas croire que les fraudes ont cessé pour cela, et la preuve en est dans le fait que le cours du whiskey a continué d'être bien inférieur au droit. (Les prix en 1875 ont varié de $1. à $1.20.) Seulement, les fraudes ont été systématisées. Il est bien évident qu'un distillateur ne pouvait payer $1.50 de droit pour un article qu'il revendait $1.00 ou $1.05. Aucune distillerie ne pouvait donc exister sans un secret accord avec les employés du Trésor, et, comme partout, les distillateurs faisaient de grandes fortunes en vendant le whiskey de $1.00 à $1.20 environ, quand il aurait dû être, le droit payé, coté de $1.70 à $1.80, il est clair que la fraude devait s'opérer sur une échelle fabuleuse. Il arrivait, quelquefois, que le cours du whiskey sur une place était sensiblement plus bas que sur une autre, ce qui indiquait que la fraude y était plus étendue; cela donnait lieu à des plaintes et à des récriminations, qui provoquaient des inspections et des saisies, suivies de quelques arrangements secret en vertu duquel les choses reprenaient leur cours accoutumé.

On recherche, en ce moment, les distillateurs et leurs complices directs, les employés subalternes du Trésor, ainsi que les politiciens qui composaient les *rings* du whiskey dans chaque localité. Mais n'est-il pas évident que la responsabilité doit remonter plus haut.

Est-ce que les cours mêmés du whiskey sur toutes les places de l'Union ne démontraient pas l'existence de la fraude à l'état de système? Comment le secrétaire du Trésor, comment le Président, comment le gouvernement tout entier toléraient-ils l'existence d'un état de choses qui privait annuellement le trésor d'un revenu de cinquante, peut-être de cent millions de dollars par an? Par quelle raison les prédécesseurs de Mr. Bristow n'ont-ils pas pris l'initiative des poursuites?

On peut évaluer à cinq cent millions les sommes qui auraient dû, depuis dix ans, être versées au Trésor pour la fabrication du whiskey et qui ont été détournées par la connivence des agents du Trésor et la complicité plus ou moins directe de l'administration fédérale.

Les consommateurs ont profité de la fraude puisque le whiskey était livré à la consommation à 60 ou 80 pour cent au-dessous du prix auquel il dût être exigé si le droit eût été acquitté intégralement, mais cette circonstance n'atténue en rien la culpabilité de ceux qui ont trempé dans les fraudes ou qui les ont permises.

Les débats des procès intentés à St-Louis et ailleurs ont déjà révélé le fait qu'un intérêt de parti portait l'autorité supérieure, sinon à encourager la formation des rings du whiskey, au moins à en tolérer l'existence.

Les grandes gigantesques commises à la Douane de New York ont donné lieu à une enquête qui a été étouffée parce que l'intérêt du parti républicain se trouvait directement mêlé à l'affaire.

La fraude a été, depuis la fin de la guerre, partout à l'ordre du jour. Il y a des gens pour le tabac comme il y en a pour le whiskey et les producteurs ou les fabricants qui ne savent pas s'arranger avec le gouvernement sont obligés de renoncer à leur industrie pour ne pas se ruiner.

Tandis qu'on poursuivait impitoyablement ceux qui voulaient faire de la fraude ou de la contrebande pour leur seul profit, on tolérait ou on protégeait ceux qui consentaient à partager le profit. Beaucoup d'industriels qui répugnaient à violer la loi, se sont vus contraints de se soumettre aux conditions des *rings*, pour pouvoir continuer à exercer leur industrie. Des importateurs honnêtes ont renoncé à importer certains articles d'Europe parce qu'en payant les droits, ils ne pouvaient soutenir la concurrence de ceux qui importaient ces articles en contrebande.

Quand de pareils faits sont, non l'exception, mais la règle, on a le droit de dire que le gouvernement qui les tolère est responsable. Or, depuis dix ans que ces abus existent et vont croissant, au su et au vu de tous, le parti républicain a eu le pouvoir sans contrôle, et le général Banks a été dans le vrai quand il a vu dans l'initiative prise par le secrétaire du Trésor pour porter la lumière sur les agissements des *rings*, un coup funeste pour le parti républicain.

Le Sénat et le Bureau des Retours.

Comme nous le craignions, les radicaux du Sénat ont rejeté, hier, le bill d'élection de la Chambre et ont passé, à la vapeur, un bill substitut qui maintient la sublime machine à cacamotage électoral, le bureau des retours. Ce bill n'est autre chose qu'une répétition de l'ancienne loi odieuse qui a permis à Kellogg et à ses infâmes instruments du bureau des retours de refaire à leur guise l'élection de 1874.

La seule différence à noter est que, sur les cinq membres du bureau des retours il y en aura deux d'élus par la Chambre. Les trois autres seront choisis par le gouverneur, de l'avis du Sénat, et de pour qu'un cas de mort, de maladie ou d'absence ne vienne à démolir la majorité radicale du bureau, le bill porte que le Sénat élira trois remplaçants, parmi lesquels le gouverneur désignera celui qui devra remplir la vacance.

Vingt radicaux ont voté cette loi et annoncé ainsi l'intention arrêtée des meneurs républicains de voler l'élection de 1876 comme ils ont volé celle de 1872 et de 1874. Parmi les vingt radicaux qui ont voté le bill, se trouvent les sénateurs usurpateurs de 1872.

Le nouveau bill, comme l'ancienne loi, néglige de dire quelle peine encourront les membres du Bureau des retours qui seront convaincus, comme l'ont été ceux du dernier bureau, de l'avoir même de leurs partisans qui ont accepté le compromis Wheeler, d'avoir commis des fraudes palpables.

Il va falloir que les démocrates des deux Chambres prennent une décision. Le peuple de la Louisiane compte qu'ils sauront montrer toute la fermeté qu'exigent les circonstances.

LE COMMERCE DE LA NLLE-ORLÉANS.—Nous donnons plus bas le rapport des officiers de la Douane sur le chiffre des exportations et des importations en décembre dernier; on trouvera, en regard, celui de décembre 1874—le tout en or.

IMPORTATIONS.

	Déc. 1875	Déc. 1874.
Pour la consommation im-	$576,429	$1,162,876
Pour les frais d'entrepôt	372,105	230,585
Transporté sans évaluation	55,660	9,023
	$1,004,194	$1,402,485

Voici, de ce qui précède, la proportion des articles qui sont sujets, de ceux qui ne sont pas sujets au droit, et montant importé dans des navires américains et dans des navires étrangers.

	Déc. 1875	Déc. 1874.
Total sujet au droit	$721,611	$325,817
Total libre de droit	282,583	977,369
Importé dans des navires américains	319,830	50,710
Importé dans des navires étrangers	684,881	1,351,676
Recettes de la Douane (or)	705,218	287,149

Liste des principales importations en décembre—évaluations en or.

Café	$113,989
Or Espèces	45,749
Argent	67,052
Articles de coton	105,431
Bretelle et porcelaine	18,178
Sardines et sardines	54,511
Lin (fabriques de)	36,853
Peaux et soies (manufactures de)	65,357
Jute (manufactures de)	12,252
Cuir et (manufactures de)	9,515
Fruits	41,135
Sucre brut	178,923
Tabac en feuilles	29,618
Cigares	17,115
Sel	18,591
Vins et esprits	54,196

Voici les principaux articles d'exportation:

Coton, balles	209,685	
Coton, liv. es	91,764,345	$12,873,607
Farine, barils	4,911	27,281
Or		23,423
Tourteaux d'huile, livres	6,511,945	95,324
Huile de graines de coton, gallons	12,900	6,500
Riz en écorces, livres	5,441	218
Saindoux, livres	63,016	3,323
Porc, livres	12,500	1,250
Suif, livres	47,010	3,855
Tabac en feuilles, livres	128,950	16,641
Produits, fonds de boucherie, &c		19,519

Exportation par navires américains et navires étrangers:

	Déc. 1875.	Déc. 1874.
Par navires américains	$3,869,830	$3,126,716
Par navires étrangers	9 237,047	7,460,826
	$13,106,877	$10,677,581

MORT DE MADAME VEUVE EUSTIS.—Une dépêche télégraphique reçue hier annonce la mort, à Pau, France, de madame Veuve Eustis, mère du sénateur James B. Eustis. Louisianaise de naissance et appartenant à l'une des plus anciennes familles de l'Etat, la famille Allain, elle avait épousé l'ancien juge de la Cour Suprême, Eustis. Partie pour France au commencement de la guerre de sécession, elle y était restée depuis cette époque. Elle s'était rendue à Pau depuis un mois avec l'intention d'y passer l'hiver. C'est le 2 février qu'elle a été enlevée à ses enfants. Elle a été entourée, à ses derniers moments, par la famille de ses fils et de son gendre Mr. et Mme Chas. Ed. Johnson. Madame Eustis laisse ici trois fils et une fille qui est actuellement à Aiken, Caroline du Sud. Elle était âgée d'environ soixante dix ans. Nous nous associons aux regrets que cette mort doit causer à ses fils et aux nombreux amis de cette honorable famille.

ARRESTATION ET EXÉCUTION DU MEURTRIER DU COL. WM. OFFUTT.—Le ministre Auguste, qui a lâchement assassiné le colonel Wm. Offutt, a été arrêté, ainsi que nous l'avons déjà annoncé, près Arnaudville, sur la ligne inférieure de la paroisse St-Landry.

C'est Mr Adelin Durio qui l'a surpris dans sa retraite et l'a livré au shérif.

Le pilote du "St-Mary," Mr Richard Lawless, a vu, du pont de son bateau, le cadavre du meurtrier suspendu à un arbre, sur les bords du bayou Courtableau.

Nous apprenons qu'une heure après l'incarcération d'Auguste dans la geôle d'Opelousas, les citoyens de la ville s'assemblèrent et se rendirent auprès du gardien auquel ils demandèrent la clé de la cellule du prisonnier et, sur sa réponse qu'il ne la donnerait pas, ils enfoncèrent la porte à coups de haches, et, s'emparèrent du prisonnier et, en présence de près de mille hommes, blancs et nègres, qui étaient accourus sur les lieux pour assister au châtiment, pendirent le meurtrier.

LE BAL DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE.—C'est demain, samedi, que doit avoir lieu à l'Opéra, le bal de la Société Française de bienfaisance et d'assistance mutuelle de la Nouvelle-Orléans. Le bal est donné au profit de la caisse de bienfaisance. Ceci nous autorise à demander pour cette œuvre le concours non seulement de tous les membres de la société qui peuvent prendre des billets, mais encore de tous les autres résidents français. Les bals de la société sont, d'ailleurs, très populaires parmi les jeunes gens de toutes les nationalités. On s'y amuse franchement parce que l'observation du décorum n'y exclue pas la gaieté. Nous espérons donc que le bal de 1876 ne sera pas moins brillant que ceux des années précédentes. On trouvera des informations dans l'annonce à la seconde page.

☞ Ne manquez pas de faire une visite aujourd'hui chez Danziger qui fait une exposition extraordinaire de coupons et qui est prêt à les vendre pour un prix quelconque dans les deux établissements de la rue du Canal 203 et de la rue Royale 228 et 230, au coin de la rue St. Philippe.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—La population franco-louisianaise est assez nombreuse à la Nouvelle-Orléans pour faire salle pleine à chaque représentation de la troupe française qui est assurément supérieure à toutes celles que nous avons eu depuis quelques années, et, cependant le public est, souvent, plus choisi que nombreux. La compagnie n'ayant que quatre semaines à passer dans notre ville, ceux qui ne profiteront pas des occasions qui leur sont offertes de voir de bonnes comédies jouées par des artistes de talent, auront certainement lieu de le regretter. Nous avons remarqué avec plaisir la présence, à chaque représentation, d'un assez grand nombre de messieurs et de dames de race anglo-saxonne, qui font ainsi preuve d'un goût éclairé en venant entendre dans le texte primitif les œuvres de la littérature française.

Tous ceux, qui ont assisté à la représentation de mercredi soir ont pris part à un véritable régal littéraire. Oupent dire que dans la comédie d'Emile Augier, *Le Gendre de M. Poirier*, chaque phrase contient un trait d'esprit, quand elle n'en renferme pas plusieurs.

Le public d'élite qui remplissait le parquet, les baignoires et quelques loges de première seulement, a pris un plaisir extrême à entendre le dialogue si fin et si spirituel qui tient lieu d'intrigue dans la pièce.

Les deux principaux rôles, celui du père Poirier et celui de son gendre, le marquis de Prédeau, ont été rendus avec beaucoup de finesse et d'intelligence par M. Mazières et M. Dalbert. La grande scène de rupture entre le beau-père et le gendre a obtenu un franc succès. Mme Gueymard a joué avec distinction et dignité le rôle de la marquise (Antoinette Poirier) et MM. Venlat et Geenstier ont très bien tenu les rôles du duc et de Verdelet.

Nous engageons le théâtre à redonner en matinée *Le Gendre de M. Poirier*; c'est un chef-d'œuvre littéraire peu connu ici, et c'est un de ces spectacles rares auxquels sans danger la mère peut conduire sa fille.

On donne samedi, en matinée, la seconde reprise de *Nos Intimes*, de Victorien Sardou, la pièce dans laquelle la compagnie a fait si brillamment ses débuts. Le jouranux, et se prétend calomnié.

On ne saurait, cependant, mieux commencer M. Ingraham qu'en l'a fait lui-même.

Qu'on l'écoute parler:

Il déclare emphatiquement qu'il n'a jamais reçu de l'argent de personne; comme directeur des écoles, mais il ajoute de la même haleine, qu'il a reçu des présents, tels que vins, liqueurs, sucreries, vêtements pour ses enfants, etc.

Ces présents lui ont été adressés par des personnes qui souvent lui sont inconnues.

Que doit-on conclure de la logique de Jim Ingraham, sinon qu'il ne lui fait pas payer *en argent* par ceux qui dépendent plus ou moins directement de lui, mais qu'il reçoit des cadeaux *en nature*:—ce qui revient à peu près au même.

Le pauvre Ingraham n'est pas un aigle, il faut l'avouer, mais en revanche il raisonne comme une cornouille qui abat des noix.

Alex. Newton.

On se demande ce que M. Kellogg compte faire d'Alex. Newton, l'assassin du malheureux Bourdonnay, qui a été condamné à mort par le jury qui l'a jugé, et dont la demande d'une nouvelle audition de cause a été rejetée par la Cour Suprême.

On ne s'occupe pas plus de ce personnage que si le gibet ne le réclamait pas, et M. Kellogg est d'une lenteur à fixer le jour de l'exécution, qui inspire bien des soupçons. Il répugne sans doute au pseudo-gouverneur de signer l'arrêt de mort du criminel, à cause des relations qui ont existé entre lui et Mr. mais les sympathies ou les antipathies de M. Kellogg intéressent fort peu le public, et nous demandons que la justice suive son cours.

La guerre au Whiskey.

L'enquête continue à la Cour de Circuit des Etats-Unis, relativement aux transactions frauduleuses des distilleries et des vendeurs de whiskey; mais il n'y a pas encore de révélation qui vaille la peine d'être notée.

On parle de transférer les procès les plus importants à St-Louis, pour être jugés dans cette ville jusqu'à présent, il y a beaucoup de tâtonnement et rien de décisif.

Attendons donc les coups de poing de la fin!

Mort subite.

Hier vers midi, un homme très convenablement vêtu, que l'on croit être M. X. Credo, âgé apparemment d'une trentaine d'années, prenait un verre de bière de l'encoignure Peters, lorsqu'il est tombé à la renverse comme foudroyé.

Plusieurs personnes, qui avaient assisté à sa chûte, ont voulu le relever, mais elles ont remarqué qu'il rendait de sang par la bouche, et ont envoyé chercher un agent de police.

Celui-ci a placé le pauvre homme dans un cab pour le conduire à l'Hôpital de Charité, mais il est mort en route, sans avoir pu prononcer une parole.

Le corps a été transporté alors à la station centrale de la police, où le coroner a fait une enquête, qui a eu pour résultat de constater que la mort avait été produite par la rupture d'un vaisseau sanguin.

On a trouvé dans la poche de paletot du mort une lettre ouverte, adressée à X. Credo, Galveston, Texas, qui apprend que le défunt était membre de la compagnie d'assurance mutuelle de la Louisiane sur la vie.

Il demeurait rue Annonciation No 683.

Incendie rue Poydras.

Vers cinq heures et quart hier matin, le feu s'est déclaré dans une maison basse en bois, sise rue Poydras, entre Tonti et Rochebleave, appartenant à Mr Michael Kearnes et habitée par lui.

La bâtisse a été consumée ainsi que les meubles n'étaient pas assurés.

Les flammes ont gagné la maison voisine, appartenant à Mme Murray et habitée par Mr. Ella Flemmings.

Cette bâtisse a eu le même sort que la première. Les pertes peuvent être évaluées à $500 et ne sont pas couvertes par une assurance.

Une troisième maison, appartenant à Mr Patrick O'Melia et inhabitée, a été considérablement endommagée. Les pertes sont estimées à $250 et sont couvertes par une assurance dans la compagnie Hibernia.

Les pertes totales s'élèvent à $3,000.

Le feu a été mis par une cheminée défectueuse dans la cuisine de la maison de Mr Kearne.

L'alarme a été donnée au moyen de la boîte portant le No 125, placée au coin des rues Commune et Rochebleave.

Porte-monnaie trouvé.

Un de nos correspondents en se rendant à l'atelier hier matin, vers onze heures, dans le char urbain No 91 de la rue de l'Esplanade, a trouvé un porte-monnaie, contenant une petite somme d'argent, qu'il a remis au conducteur du dit char.

La personne qui l'a perdu peut aller le réclamer au dépôt de la rue de l'Esplanade.

Le Bureau de Conversion.

Le Bureau de Conversion s'est réuni, avant hier, sous la présidence de Mr Kellogg, agissant comme gouverneur.

Tous les membres étaient présents, à l'exception d'Antoine Dubuclet, agissant comme trésorier d'Etat.

Les bons de la baie sont été convertis en bons de la nouvelle émission.

L. F. Barrett—	
2 Stare certificates	$ 650 00
Chas. T. Hoffman—	
Bons et coupons	3,756 40
Wm. Hall's estate—	
Coupons	2,522 23
Bons	25,740 85
J. B. Leftte—	
Bons et coupons	29,823 23
Coupons, Newman & Bro—	
Certificats et coupons	1,040 60
R. V. Chamberlain—	
Bons et coupons	46,480 00
J. Mathews, Jr—	
Bons et coupons	29,719 00
John B. Manning—	
Bons et coupons	29,126 23
Coupons	1,976 00
Townsend & Lyman—	
Bons et coupons	886 00
J. A. Greene—	
Bons et coupons	1,035 60
Wm. Miller—	
Bons et coupons	32,180 00
Jas. Taylor—	
Bons et coupons	1,027 07
John Hagan—	
Bons et coupons	1,023 85
Grand total	$224,707 00

Mr W. C. Black, président de la Bourse au coton, a présenté une résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, demandant à la Législature de voter une allocation pour subvenir aux dépenses du Bureau de liquidation.

Ce rapport aurait dû paraître dans notre numéro d'hier matin, mais a été omis par erreur.

TEMPERATURE.—3 février 1876. Thermomètre de C. Duhamel, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	48	6
12 M.	65	18
3 P. M.	69	20
6 P. M.	64	18

—On mande de Nuremberg que le 2 janvier a eu lieu, dans cette ville de la Bavière, la première célébration d'un mariage, devant l'officier civil, en vertu de la nouvelle loi. Cette cérémonie avait attiré un grand concours de monde.

Législature de la Louisiane.

Jeudi, 3 février 1876.

SÉNAT.

Le Sénat est appelé à l'ordre à midi.

Le comité des impressions a rapporté, sans recommandation, les bills suivants qui ont été renvoyés au comité comme affaires non terminées de la session extraordinaire de 1875, ce qui a été fait.

Bill du Sénat No 9 intitulé Acte relatif aux impressions publiques, etc. Bill du Sénat No 8 relatif aux annonces judiciaires.

Bill du Sénat No 5 relatif aux impressions publiques et à la publication des ordonnances annonces, etc., de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Bill du Sénat No 6 relatif aux impressions de paroisses.

Bill du Sénat No 58, relatif à l'impression et à la publication des procès-verbaux.

Bill de la Chambre No 56, substitué au bill de la Chambre No 22, intitulé acte pour réduire les dépenses des impressions publiques.

Bill de la Chambre No 64, relatif à la promulgation des lois.

Le comité sur les élections et l'enregistrement a présenté le rapport suivant:

3 janvier 1876.

Le comité a l'honneur de faire un rapport défavorable sur le bill de la Chambre No 48 et présente comme substitut le bill suivant:

P. LANDRY, chairman
W. W. WHARTON,
J. A. MASSICOT.

Je suis d'un avis différent de celui qui est exprimé dans le rapport de la majorité du comité et je me prononce en faveur du bill de la Chambre No 48 avec un amendement proposé par la 2me section en ces mots: "que chaque paroisse de l'Etat, excepté les paroisses d'Orléans et de Jefferson, est établie par la présente précinct d'élection."

J. S. GOODE.

Après un débat animé le rapport de la majorité a été adopté. Le bill présenté comme substitut a été mis à l'ordre du jour pour 2 heures.

Mr. Goode a donné avis d'une résolution jointe invitant le Congrès des Etats-Unis à lever des droits spéciaux sur les produits du travail servile.

Mr. Goode a présenté un bill ordonnant aux collecteurs de taxe d'accepter les mandats constitutionnels pour taxes. Référé.

Après une séance exécutive le bill d'élection a été appelé et a été lu section par section et a été adopté finalement par un vote de 20 oui contre 8 non. (Un vote strict de parti).

Le rapporteur de l'*Abeille* a essayé d'obtenir le rôle, mais des ordres avaient été donnés au secrétaire et à ses assistants de ne pas le laisser voir.

Le Sénat s'est ajourné.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

La Chambre se réunit à midi et quart. Soixante-dix-huit membres sont présents.

Le Rév. P. Poitier, curé de l'Eglise de St-Vincent de Paul, fait à haute voix la prière qui précède l'ouverture de chaque séance.

Une résolution de M. Murrill ordonnant une enquête au sujet de la question financière de A. B. Brown, trésorier de la société des écoles dans la paroisse Madison, donne lieu à une discussion qui dure une demi-heure. M. Murrill accuse M. Brown de détournement de fonds.—La résolution sur la proposition de M. Ray, est déposée sur le bureau.

MM. Keys, Kelly et Baker sont désignés pour composer le comité chargé d'enquêter à la Chambre sur les troubles dont les paroisses Est-Féliciana, Est Baton Rouge et Ste-Hélène sont le théâtre.

M. Willis présente un bill portant que l'hypothèque pour taxe ne sera pas une hypothèque générale, mais ne couvrira que le montant de la taxe. Référé au comité judiciaire.

Le bill de M. Elliott pour amender l'article soixante-huit de la Constitution passe par 80 voix contre 1. Eu l'état actuel des choses, le gouverneur peut, sans l'approuver ni le frapper de son veto, garder par devers lui un bill voté par les deux Chambres et ne s'en occuper, soit pour l'approuver soit pour le condamner, qu'à l'ouverture de la session suivante. Les citoyens sont donc en suspens pendant dix mois, ne sachant si une mesure, qu'ils jugent très grave, deviendra ou non loi de par la volonté du gouverneur. Cette incertitude est nuisible à beaucoup d'intérêts. L'amendement proposé par M. Elliot tend à introduire dans notre Constitution la clause qui existe dans celle des Etats-Unis, de telle façon que tout bill que n'aurait pas signé le gouverneur avant l'ajournement de la Législature serait de plein droit loi et mis en effet.

Le comité des chemins de fer chargé de l'examen de la résolution qui sollicite le concours du Congrès pour la construction du chemin de fer du Texas-Pacifique, a présenté deux rapports dont la discussion commencée hier, est reprise aujourd'hui. La majorité du comité propose de substituer le chemin du Texas-Pacifique à celui de Nlle-Orléans, Baton-Rouge et Vicksburg, pour mettre la Nlle-Orléans en communication avec la voie principale. La minorité, au contraire, se prononce pour cette dernière ligne.

Après une assez longue discussion, Mr. Stafford propose un amendement qui fait rejeter l'expression de la veto. Cet amendement passe sans opposition, puis la suspension du règlement ayant été refusée, la suite de la reprise en considération est remise à un autre jour.

M. Walker, président du comité chargé d'instituer une enquête sur les actes officiels de M. Hawkins, juge de la Cour Supérieure de District, présente un rapport longuement motivé. Après avoir établi que M. Hawkins est de tout point indigne de la magistrature qu'il exerce, le rapport conclue à sa destitution par voie d'impeachment ou autrement.

M. Hahn, qui fait partie du comité et est sa qualité de républicain, a constitué minorité avec un autre radical, se plaint des procédés de ses collègues à son égard. On ne lui a montré le rapport qui devait être présenté qu'après l'ouverture de la séance. On aurait dû le lui soumettre au moins vingt-quatre heures plus tôt, afin qu'il pût préparer un rapport de minorité, s'il avait jugé à propos d'en faire un.

M. Souer, républicain, fait observer que M. Hahn a eu toute l'année pour rédiger sur ce qu'il avait à faire.

M. Walker dit que la majorité ne croit pas avoir besoin d'égards vis-à-vis de la minorité. Le comité savait que, quel que fut son rapport, M. Hahn en devait faire un au nom de la minorité.

M. Souer, présente une résolution proclamant la destitution du juge Hawkins. Cette résolution et le rapport du comité sont mis à l'ordre spécial du jour pour la séance de demain.

La Chambre s'ajourne.

NOUVELLES DE FRANCE PAR LE CABLE.—Nous trouvons ce qui suit dans les dépêches de Paris en date du 31 janvier:

Des protestations ont été faites contre la validité des élections dans dix départements. Cependant, les objections ne paraissent pas sérieuses.

On pense que M. Buffet se portera candidat pour la Chambre des députés à Mirecourt (Vosges) et M. Dufaure à Marennes.

COMMERCE ET POPULATION DE LA FRANCE EN 1875.—Le *Journal officiel* publie le relevé du mouvement du commerce extérieur pendant les douze mois de l'année 1875.

Les importations se sont élevées, du 1er janvier au 31 décembre 1875, à 3,672,286,000 fr. et les exportations à 4,022,162,000.

Ces chiffres se décomposent comme suit:

IMPORTATION.

Objets d'alimentation	779.944,000
Produits naturels et matières nécessaires à l'industrie	2,236,499,000
Objets fabriqués	434,562,000
Autres marchandises	171,374,000
Total	3,672,286,000

EXPORTATION.

Objets fabriqués	2,224,281,000
Produits naturels, objets d'alimentations et matières nécessaires à l'industrie	1,590,726,000
Autres marchandises	207,155,000
Total	4,022,162,000

Paris, le 15 janvier 1876.

D'après l'Annuaire du bureau des longitudes, le dernier recensement donne pour la France un total de 36,102,921 habitants, non compris la population flottante de l'encoignure Peters, lorsqu'il est tombé à la renverse comme foudroyé.

Plusieurs personnes, qui avaient assisté à sa chûte, ont voulu le relever, mais elles ont remarqué qu'il rendait de sang par la bouche, et ont envoyé chercher un agent de police.

Celui-ci a placé le pauvre homme dans un cab pour le conduire à l'Hôpital de Charité, mais il est mort en route, sans avoir pu prononcer une parole.

Le corps a été transporté alors à la station centrale de la police, où le coroner a fait une enquête, qui a eu pour résultat de constater que la mort avait été produite par la rupture d'un vaisseau sanguin.

On a trouvé dans la poche de paletot du mort une lettre ouverte, adressée à X. Credo, Galveston, Texas, qui apprend que le défunt était membre de la compagnie d'assurance mutuelle de la Louisiane sur la vie.

Il demeurait rue Annonciation No 683.

Incendie rue Poydras.

Vers cinq heures et quart hier matin, le feu s'est déclaré dans une maison basse en bois, sise rue Poydras, entre Tonti et Rochebleave, appartenant à Mr Michael Kearnes et habitée par lui.

La bâtisse a été consumée ainsi que les meubles n'étaient pas assurés.

Les flammes ont gagné la maison voisine, appartenant à Mme Murray et habitée par Mr. Ella Flemmings.

Cette bâtisse a eu le même sort que la première. Les pertes peuvent être évaluées à $500 et ne sont pas couvertes par une assurance.

Une troisième maison, appartenant à Mr Patrick O'Melia et inhabitée, a été considérablement endommagée. Les pertes sont estimées à $250 et sont couvertes par une assurance dans la compagnie Hibernia.

Les pertes totales s'élèvent à $3,000.

Le feu a été mis par une cheminée défectueuse dans la cuisine de la maison de Mr Kearne.

L'alarme a été donnée au moyen de la boîte portant le No 125, placée au coin des rues Commune et Rochebleave.

Porte-monnaie trouvé.

Un de nos correspondents en se rendant à l'atelier hier matin, vers onze heures, dans le char urbain No 91 de la rue de l'Esplanade, a trouvé un porte-monnaie, contenant une petite somme d'argent, qu'il a remis au conducteur du dit char.

La personne qui l'a perdu peut aller le réclamer au dépôt de la rue de l'Esplanade.

Le Bureau de Conversion.

Le Bureau de Conversion s'est réuni, avant hier, sous la présidence de Mr Kellogg, agissant comme gouverneur.

Tous les membres étaient présents, à l'exception d'Antoine Dubuclet, agissant comme trésorier d'Etat.

Les bons de la baie ont été convertis en bons de la nouvelle émission.

L. F. Barrett—	
2 Stare certificates	$ 650 00
Chas. T. Hoffman—	
Bons et coupons	3,756 40
Wm. Hall's estate—	
Coupons	2,522 23
Bons	25,740 85
J. B. Leftte—	
Bons et coupons	29,823 23
Coupons, Newman & Bro—	
Certificats et coupons	1,040 60
R. V. Chamberlain—	
Bons et coupons	46,480 00
J. Mathews, Jr—	
Bons et coupons	29,719 00
John B. Manning—	
Bons et coupons	29,126 23
Coupons	1,976 00
Townsend & Lyman—	
Bons et coupons	886 00
J. A. Greene—	
Bons et coupons	1,035 60
Wm. Miller—	
Bons et coupons	32,180 00
Jas. Taylor—	
Bons et coupons	1,027 07
John Hagan—	
Bons et coupons	1,023 85
Grand total	$224,707 00

Mr W. C. Black, président de la Bourse au coton, a présenté une résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, demandant à la Législature de voter une allocation pour subvenir aux dépenses du Bureau de liquidation.

Ce rapport aurait dû paraître dans notre numéro d'hier matin, mais a été omis par erreur.

TEMPERATURE.—3 février 1876. Thermomètre de C. Duhamel, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	48	6
12 M.	65	18
3 P. M.	69	20
6 P. M.	64	18

—On mande de Nuremberg que le 2 janvier a eu lieu, dans cette ville de la Bavière, la première célébration d'un mariage, devant l'officier civil, en vertu de la nouvelle loi. Cette cérémonie avait attiré un grand concours de monde.

—La reine Victoria vient de créer sept nouveaux pairs dont voici les noms d'après la *Gazette officielle*, de Londres:

Charles Henry, duc de Richmond, chevalier de l'ordre de la Jarretière, est nommé comte de Kinrare et duc de Gordon; William, comte d'Abergavenny, est nommé comte de Lewes et marquis d'Abergavenny; Edouard Montagu, Stuart Granville, lord Wharncliffe est nommé vicomte Carlton et comte de Wharncliffe; ces deux titres, à défaut d'héritier mâle, doivent passer à Francis Dudley Stuart Worsley, frère du titulaire, et à ses héritiers mâles.

John, comte d'Erne, est nommé baron Fermanagh de Lisnskea; John Ralph Ormsby Gore est nommé baron Harlech, avec transmission du titre, à défaut d'héritier mâle, à William Richard Ormsby Gore, frère du titulaire, et à ses héritiers mâles; Henry Gerard Stuart est nommé baron Allington de Criehel; John Tollemache de Helmingham Hall, sir Robert Tolvert Gerard, baronnet, est nommé baron Gerard de Bryn.

EDITION HEBD